Rencontre avec Vincent Liégey à l'approche des élections consulaires

Par JFB le sam 23/05/2026 - 17:49

JFB : Est-ce que tu pourrais te présenter rapidement pour ceux qui ne te connaissent pas, s'il te plaît ?

Vincent Liegey : Donc, Vincent Liegey. Ça fait 23 ans que je connais la Hongrie, j'y habite de manière permanente depuis une bonne dizaine d'années. J'ai eu un coup de foudre en arrivant à Budapest alors que j'étais encore étudiant, avec une double intuition qui se révèle toujours plus juste d'année en année : un sentiment de liberté, un sentiment de créativité. Et pour moi, ça a été tout de suite une évidence que je voulais y faire ma vie, et c'est ce qu'il s'est passé.

J'ai d'abord travaillé à l'Académie des sciences en tant que chercheur, puis à l'Institut français de Budapest, puis pour différentes ONG autour des enjeux de discriminations contre les communautés Roms, par exemple, ou des enjeux plus écologiques comme le recensement des populations d'aigles impériaux dans les grandes plaines de Hongrie. De nouveau à l'ambassade, et depuis une dizaine d'années, j'ai co-créé avec un groupe d'amis une coopérative qui s'appelle Cargonomia. Il y a différentes dimensions : une dimension très concrète, puisqu'on a un partenariat avec une ferme bio où on produit des légumes biologiques et locaux. On a un atelier vélo, on fabrique des vélos cargo, et un centre logistique où on distribue ces paniers de légumes avec nos vélos cargo. Et tout ça, c'est un prétexte pour faire de la recherche et expérimenter des modes de vie qui seraient beaucoup plus soutenables et conviviaux.

Ces dernières années, une extension s'est développée (puisqu'on est plusieurs à être devenus parents dans le collectif de Cargonomia) avec un gros focus sur les questions d'éducation, avec des partenariats à la fois avec des écoles comme le lycée français de Budapest, les écoles Waldorf ou les Petits Mousquetaires, et aussi des écoles accueillant des enfants moins privilégiés. Je pense à des écoles avec beaucoup de population rom dans le huitième arrondissement de Budapest ou dans le village de Zsámbok, où la ferme est située.

C'est aussi une forme d'université ouverte, ça j'y prends beaucoup de plaisir. On accueille chaque année une quinzaine d'étudiantes et d'étudiants qui viennent faire des stages de quatre à six mois, et qui sont intégrés au mode de vie décroissant : deux jours par semaine à la ferme, une journée sur la logistique, et le reste du temps sur des projets de recherche, de communication, ou parfois des projets artistiques.

Quand je ne suis pas à Budapest (je voyage encore beaucoup), je suis professeur à l'université, je fais du consulting auprès de coopératives, d'entreprises, de think tanks politiques ou d'institutions comme les Nations Unies, le Parlement européen ou la Commission européenne. Je suis aussi co-auteur de plusieurs livres sur la décroissance et l'un des coordinateurs des réseaux internationaux de la décroissance.

JFB : Cette interview s'inscrit dans ta campagne pour les élections consulaires. Est-ce que tu pourrais expliquer rapidement l'importance de ces élections, comment ça marche, et ce que ça représente d'être représentant de la France à l'étranger ?

V. L. : Alors, c'est extrêmement intéressant. La France est un grand pays qui a la chance d'avoir environ 3 millions de Françaises et de Français vivant à l'étranger. Je trouve que c'est une ressource (je n'aime pas trop le mot "ressource humaine", mais là il fait sens) extrêmement précieuse, surtout par rapport à la situation géopolitique actuelle, très inquiétante. C'est autant de possibilités de dialogue des civilisations, de compréhension des contextes locaux, des cultures diverses. La beauté de la vie, c'est aussi cette pluriversité culturelle internationale. C'est quand même merveilleux, quand on est jeune et qu'on voyage, de rencontrer l'altérité, souvent c'est là qu'on se rencontre soi-même.

Il y a quelques années a été décidé que ces 3 millions de personnes, l'équivalent

d'une grande région française, mériteraient, dans une logique démocratique, leurs propres représentants élus. Il y a trois niveaux de représentation : les députés, élus dans de grandes circonscriptions parlementaires ; les sénateurs (il y a, de mémoire, 12 sénateurs des Français de l'étranger) ; et enfin les conseillers des Français de l'étranger, environ 500, qui sont un peu comme des élus municipaux mais à l'échelle d'un pays pour les communautés françaises. Ce sont ces conseillers qui élisent les sénateurs, en tant que grands électeurs.

En 2020, un collectif de citoyens est venu me trouver et m'a proposé de mener une liste citoyenne pour ces élections. J'ai eu la chance et l'honneur d'être élu et de faire un premier mandat.

Comme pour tous les mandats d'élus, on a des prérogatives officielles, mais aussi un statut qui permet de faire beaucoup d'autres choses si on est motivé. Les prérogatives officielles : être grand électeur pour les sénatoriales, d'abord. J'ai eu la chance de voter à deux reprises pour deux sénatrices élues écologistes, Mélanie Vogel et Mathilde Ollivier. C'est un honneur, d'autant que Mathilde Ollivier est la plus jeune sénatrice de l'histoire de la République française. Elles font toutes deux un travail remarquable au Sénat, et j'ai eu l'occasion de travailler avec elles sur plusieurs dossiers, en particulier les questions d'éducation avec Mathilde Ollivier.

Nos prérogatives plus locales portent notamment sur les bourses scolaires pour les Français qui scolarisent leurs enfants au lycée français. Il y a une enveloppe allouée et un conseil des bourses, composé des trois conseillers des Français de l'étranger pour la Hongrie, qui délibère pour distribuer cette enveloppe de manière juste et sociale, afin de soutenir des familles en difficulté. Je pense notamment aux enfants qui ont des besoins particuliers liés à l'autisme ou aux troubles de l'attention. Cela se fait main dans la main avec le personnel enseignant du lycée français de Budapest et avec l'Institut français.

Une deuxième prérogative concerne une enveloppe sociale plus modeste. En Hongrie, ce sujet est moins prégnant qu'ailleurs (on est dans l'Union européenne, les dispositifs sociaux hongrois existent, les Français s'en sortent généralement bien), mais il peut arriver qu'un deuil, une maladie, un accident ou une dépression viennent fragiliser quelqu'un, et on est là pour soutenir ces familles.

La troisième chose qui me tient beaucoup à cœur, c'est le comité de sécurité. Elle me ramène d'ailleurs à un ancien métier : j'avais été responsable de la sécurité

ferroviaire à la gare de Paris-Austerlitz il y a une quinzaine d'années. Il s'agit de mettre en place des dispositifs pour les Français de Hongrie afin d'anticiper des catastrophes potentielles, qu'elles soient environnementales, comme les crues records du Danube il y a deux ans, ou géopolitiques, comme la guerre en Ukraine, pays adjacent à la Hongrie.

En tant qu'élu, on peut aussi être créatif et aller au-delà de ses fonctions. Au début de la guerre en Ukraine, j'avais appelé Mathilde Ollivier (à l'époque mon homologue à Vienne) le matin même des premiers bombardements. On s'est demandé ce qu'on pouvait faire, et on a mis en place un réseau de solidarité. La plupart des Françaises et Français d'Ukraine quittaient le pays par voie terrestre, en passant par la Hongrie, la Slovaquie ou la Pologne. On a lancé un appel aux Français de ces pays pour accueillir ceux qui fuyaient l'Ukraine sur leur chemin de retour vers la France.

Du fait de notre histoire commune avec l'Afrique coloniale et la francophonie, le réseau a aussi accueilli les 80 000 étudiantes et étudiants africains qui se trouvaient en Ukraine et qui ont dû fuir, faisant face à des préjugés racistes lors de leur départ. Pendant de longues semaines, principalement des femmes et des enfants ukrainiens (les hommes n'ayant pas le droit de quitter l'Ukraine) ont été hébergés dans ces familles. L'une de mes collègues, Katia Bourachot, a accueilli des centaines de personnes chez elle. Il fallait aussi les orienter pour continuer leur vie en France, et les protéger contre des réseaux mafieux qui s'étaient malheureusement infiltrés dans les réseaux de solidarité pour exploiter ces personnes très vulnérables.

JFB : Donc comme tu l'as dit, tu fais partie d'une liste citoyenne, qui se penche sur les enjeux écologiques, sociaux, éducatifs, etc. En cas de réélection, est-ce qu'il y a un enjeu majeur sur lequel vous aimeriez vous concentrer, ou vous restez sur les mêmes bases ?

V. L. : J'ai la chance de travailler avec Mathilde Ollivier, qui siège à la commission éducation du Sénat. La question de l'accès à l'éducation pour les enfants des Français de l'étranger me tient énormément à cœur.

On a aujourd'hui un dispositif qui est un véritable bijou : les lycées français de l'étranger. Un bijou sous deux dimensions : d'abord, il assure une continuité de l'enseignement dans le système français pour des enfants de parents amenés à travailler à l'étranger, avec en général une excellente qualité pédagogique. Ensuite, c'est un bijou de dialogue des civilisations et de rayonnement de la culture

française. Et quand je dis ça, je ne parle pas uniquement de la langue, mais d'un ensemble de valeurs auxquelles je suis très attaché : les valeurs républicaines, la laïcité, qui sont extrêmement malmenées aujourd'hui face à la montée de l'extrême droite, des discours racistes et sexistes.

Malheureusement, ces établissements sont aujourd'hui en grande souffrance économique, ce qui pousse à une augmentation des frais d'inscription et les rend moins accessibles aux Français de l'étranger. On assiste aussi à une évolution de la sociologie de cette communauté :
le profil classique de "l'expat canal historique" (famille franco-française envoyée à l'étranger pour trois ou quatre ans par une grande entreprise) est une espèce en voie de disparition. Aujourd'hui, le profil le plus courant pour les Français avec enfants, notamment en Hongrie, c'est souvent des familles biculturelles et binationales, mariées à des locaux, très intégrées dans le pays, mais avec un fort attachement à la culture française et à la langue pour leurs enfants.

On a la chance d'avoir en Hongrie les Petits Mousquetaires, une association proposant des journées complètes en français au niveau maternelle (mon fils y va chaque semaine). C'est un projet pilote sur lequel il faudrait réfléchir avec le lycée français, l'Institut français et l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) pour explorer de nouveaux dispositifs : plus flexibles, plus inclusifs, peut-être aussi en créant des partenariats avec la Hongrie. On a un nouveau gouvernement, une nouvelle ministre de l'éducation qui semble très ouverte à repenser la place de la créativité dans l'enseignement. Au XXIe siècle, on a encore des dispositifs qui ne sont pas adaptés aux réalités sociologiques et anthropologiques actuelles, ni aux aspirations citoyennes. Et tout ça commence par l'éducation.

JFB : L’écologie est un point majeur de votre liste et de votre campagne. Est-ce que vous avez des projets en particulier que vous souhaitez mettre en place en cas de réélection ?

V. L. : L'écologie, c'est quelque chose qui va au-delà des clivages politiques. Quelles que soient ses idées, nous vivons toutes et tous sur une planète régie par des règles physiques et biologiques. Notre corps lui-même, c'est de l'eau, des phénomènes biologiques et donc écologiques.

En tant qu'élu, on a moins de prérogatives directes sur ces questions, mais voici deux exemples concrets. Le premier, c'est qu'on avait édité (je remettrai le lien) un petit guide écologique pour les Français de Budapest, qu'on appelle le guide de la vie soutenable et conviviale à Budapest. Il y a beaucoup de Françaises et de Français qui arrivent ici en touristes, en stagiaires ou étudiants, ou qui s'installent sur le long terme, et ce n'est pas toujours évident de naviguer dans la société hongroise pour trouver des légumes bio, une friperie, un repair café pour réparer son téléphone ou son ordinateur, ou encore savoir comment jeter ses batteries en fin de vie. On y a aussi ajouté des lieux de socialisation (bars alternatifs, associations sensibles à ces questions) ainsi qu'une partie sur la lutte contre le sexisme et les enjeux LGBTQ+, auxquels une grande partie des jeunes générations est très attachée.

Le second exemple, c'est d'organiser régulièrement, via Cargonomia et le réseau des associations alternatives de Budapest, et avec l'Institut français qui organise chaque année le mois de l'environnement à l'automne, des rencontres pour sensibiliser et s'auto-organiser autour de bonnes pratiques.

Et comme je le disais, c'est un sujet qui dépasse les clivages politiques. C'est un enjeu de sécurité vitale. L'extrême droite parle beaucoup de sécurité, mais les questions liées au changement climatique sont bien plus prégnantes et inquiétantes que celles dont elle parle. La Hongrie connaît actuellement une sécheresse historique depuis plusieurs années, et en particulier ces dernières semaines : les nappes phréatiques sont à sec, le Danube est à son niveau le plus bas depuis des décennies. Ça a un impact direct sur l'agriculture et donc sur notre capacité à nous nourrir.

JFB : Pour finir, j'ai une dernière question. Cette campagne s'inscrit dans un contexte politique particulier, puisque Péter Magyar vient d'arriver au pouvoir avec le changement de parti et la chute du gouvernement d'Orbán. Est-ce que vous imaginez des ouvertures nouvelles pour la communauté française à Budapest, que ce soit avec les institutions, la société civile ou autre ? Est-ce que vous pensez que ça change quelque chose ?

V. L. : C'est une question doublement complexe. En tant que conseiller des Français de l'étranger, on a un devoir de réserve : on ne doit pas interférer dans la vie politique du pays d'accueil. C'est même un principe général en tant qu'étranger, on a le droit d'avoir son avis, de discuter, mais on doit éviter toute ingérence.

Cela dit, le contexte hongrois est quand même très particulier, et toutes les caméras du monde ont été tournées vers Budapest ces dernières semaines. Si je reprends ma casquette de professeur d'université intéressé aux sciences politiques plutôt que celle d'élu, j'ai eu la chance de baigner depuis 16 ans dans un certain laboratoire de l'extrême droite et du libéralisme autoritaire. C'est extrêmement intéressant à analyser. Il y a eu des choses (et je vais peut-être surprendre) plutôt positives et intéressantes. On a exploré des choses novatrices. Et il y en a eu de très négatives, dont une grande partie de la population hongroise a pu souffrir et dont elle semble, au vu des scènes de joie dans les rues de Budapest, se sentir libérée.

Je crois qu'on est à une période qui arrive rarement dans l'histoire des démocraties : une période d'ouverture intense pour la Hongrie, avec beaucoup de débats d'idées, beaucoup d'espoir, et aussi peut-être à venir beaucoup de désillusions. En tant que Françaises et Français de Hongrie (dont beaucoup sont mariés à des Hongrois, ont des enfants ici), c'est une période qu'on vit intensément et avec enthousiasme, tout en prenant garde de ne pas s'ingérer dans la vie locale.

JFB : Super, merci beaucoup en tout cas !

Propos recueillis par Nathan Guillemin

https://cargonomia.hu/wp-content/uploads/2025/09/Guide-de-la-soutenabilite-en-Hongrie-18-Sept-2025-Cargonomia.pdf

- Catégorie
Politique, international